

Vers un retour de la question de l'état stationnaire? Les analyses marxistes, post-keynesiennes et régulationnistes face à l'après-crise

Durand Cédric

Université Paris-13, CEPN (et EHESS, CEMI)

Légé Philippe

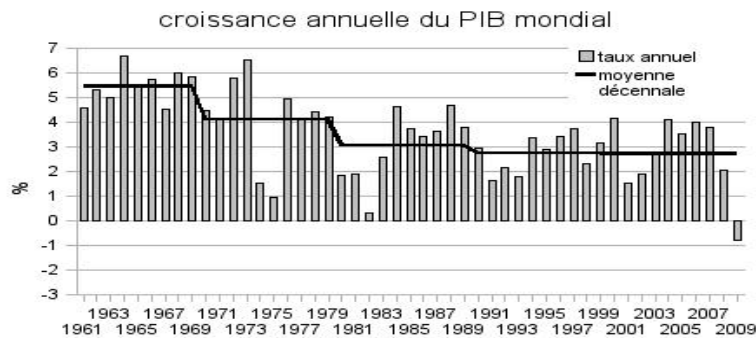
Université de Picardie, CRIISEA (et Paris-1, PHARE)

En 2009, pour la première fois depuis la deuxième Guerre Mondiale, le PIB mondial a décliné. Cette même année, le commerce mondial s'est fortement contracté, le taux d'utilisation des capacités de production s'est maintenu à un niveau historiquement bas tandis qu'on observe dans la plupart des pays une hausse du chômage et des baisses des salaires réels. La crise dans laquelle est entré le capitalisme à partir de l'été 2007 est considérée par les auteurs postkeynésiens, marxistes et régulationnistes comme une grande crise. Partie d'une suraccumulation dans l'immobilier états-unien sous l'emprise de la finance, c'est-à-dire du cœur du régime d'accumulation de la puissance économique hégémonique, elle révèle les contradictions des dispositifs néolibéraux mis en place pour dénouer la grande crise précédente, intervenue dans les années 1970.

Ces dispositifs ont fait preuve d'une certaine efficacité puisqu'ils ont permis la poursuite de l'accumulation et l'extension du capitalisme à de nouveaux territoires pendant près de 30 ans. Ils n'ont cependant pas empêché que le système s'installe dans une phase de déclin par rapport à son âge d'or d'après la seconde guerre mondiale (Marglin, Schor, 1990). Décennie après décennie, un ralentissement tendanciel

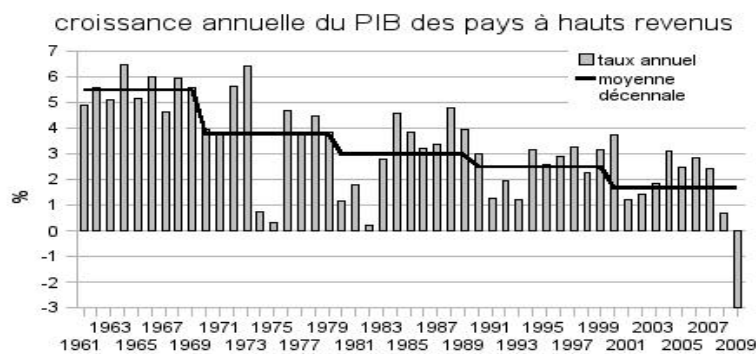
de la croissance s'affirme depuis les années 1960 au niveau mondial (fig 1) et plus encore dans les économies les plus riches (fig 2). Les solutions à la crise des années 1970 n'ont donc pas conduit à une redynamisation durable du système. Un certain épuisement semble constituer au contraire l'arrière-plan sur lequel s'enracine la crise contemporaine, ce qui nous conduit à interroger l'après-crise à partir de la question classique de l' « état stationnaire ».

Fig 1 : Ralentissement de la croissance annuelle du PIB mondial depuis les années 1960



Source : WDI – Banque Mondiale (WEO-FMI pour 2009)

Fig 2 : Ralentissement de la croissance annuelle du PIB des pays à hauts revenus depuis les années 1960



Source : « high income OECD » WDI - Banque Mondiale (« Advanced economies » WEO –FMI pour 2009)

Cet article esquisse une lecture d'ensemble de la période, de la crise des années 1970 jusqu'à aujourd'hui, en faisant dialoguer différentes approches qui mettent l'instabilité du système capitaliste au cœur de leurs analyses, à savoir les courants régulationnistes, marxistes, postkeynésiens et néo-schumpeteriens. L'objectif est d'éclairer tant la logique de la crise actuelle que les conditions dans lesquelles l'après-crise va se déployer. Dans les limites de cet article, nous ne pouvons qu'articuler quelques mécanismes et faits stylisés, en nous centrant sur les pays développés mais sans aborder la diversité des trajectoires nationales. Du point de vue de la discussion conceptuelle, on insistera davantage sur les complémentarités que sur les divergences entre les travaux mobilisés.

La première section synthétise une analyse de la grande crise de profitabilité des années 1970. La section 2 donne les principales caractéristiques du néolibéralisme en tant que réponse systémique à cette crise. La section 3 pointe le caractère en partie paradoxal de la restauration des profits. La section 4 montre l'ambivalence de la finance au sein du néolibéralisme due à son caractère à la fois fonctionnel et déstabilisateur. Enfin, la 5^e section revient sur les mécanismes conduisant chez les classiques à l'état stationnaire et suggère qu'ils trouvent un écho, en ce qui concerne les pays développés, dans les analyses présentées dans les sections précédentes.

I. LA CRISE DE PROFITABILITE DES ANNEES 1970

La fin de l'expansion d'après-guerre dans les économies développées est analysée, selon les approches, d'une part, au niveau de la production (organisation du travail et rapport salarial) et, d'autre part, au niveau de la concurrence inter-capitaliste (évolutions des relations inter-firme et transformations de la demande).

A. Les limites du taylorisme

Pour les économistes de l'école de la Régulation, la période d'après-guerre voit l'affirmation d'une logique capitaliste particulière, le fordisme (Aglietta, 1978 ; Boyer, 2004 ; Jessop and Ngai-Ling Sum, 2006) qui a permis dans une série de pays (en particulier, États-Unis et France) un processus d'accumulation intensive conjuguant production de masse et consommation de masse. Contrairement au XIXe siècle, durant cette période la progression des gains de productivité permet de ménager les profits tout en assurant une augmentation des salaires, directs et indirects, de telle sorte que des crises de surproduction ne viennent pas entraver la croissance. Un élément clé d'explication de la crise des années 1970 renvoie alors aux limites des possibilités de déploiement du couple standardisation/mécanisation : ainsi, en France, la mécanisation de la production des biens de consommation décolle dans les années 1950 mais ralentit dès la fin de la décennie suivante. D'autre part, les formes tayloriennes de mise au travail buttent également sur une limite sociale (Dockès et Rosier, 1983 ; Coriat, 1979). Une des facettes des grèves et mobilisations sociales autour de mai 1968 est le refus de la parcellisation des tâches. Ce refus se manifeste aussi par l'augmentation de l'absentéisme et du *turn-over* et une augmentation de l'indiscipline auquel le capital doit répondre par un accroissement du petit encadrement (surveillants, contrôleurs), autant d'éléments qui pèsent sur la productivité.

L'approche en terme de *Social Structure of Accumulation* (Bowles *et al.*, 1990) insiste sur l'affaiblissement du mécanisme de l'armée de réserve industrielle lorsque l'économie s'approche du plein emploi. Le meilleur rapport de force qui en découle pour les salariés se traduit par une moindre soumission au travail, qui pèse sur la productivité, et par une poursuite des gains salariaux, qui prennent les profits en tenaille. Ce rapport de force relativement favorable aux

salariés s'appuie aussi sur des dispositifs productifs qui facilitent l'action collective et un contexte géopolitique où les résidus de la force de propulsion des révolutions socialistes constituent encore une menace pour le capital (Silver, 2003).

B. Les transformations de la concurrence

La crise des années 1970 marque le point de retournement de l'onde longue¹ liée aux innovations de l'âge du pétrole, des automobiles, de la motorisation et de la production de masse (Freeman and Louça, 2001 ; Freeman, 2007 ; Mandel, 1972). La banalisation des produits et des procédés issue de cette vague d'innovations conduit, conformément aux analyses de Marx et Schumpeter, à une intensification de la concurrence qui érode les profits. Ce mécanisme a une dimension internationale. Dès la fin des années 1960, afin de lutter contre l'érosion de leurs gains de productivité, les firmes cherchent à étendre leur échelle de production en développant leurs exportations. La conséquence de ces nouvelles stratégies est une intensification de la concurrence, qui vient déstabiliser le régime d'accumulation fordiste (Mazier *et al.* 1984). Pour l'économiste marxiste américain Robert Brenner (2006), c'est à ce niveau que se situe l'explication fondamentale de la crise. Le processus de rattrapage des États-Unis par l'Europe et le Japon a été un facteur de dynamisation du capitalisme mondial dans l'après-guerre, mais une fois celui-ci effectué il débouche sur des capacités de production redondantes qui aiguisent la concurrence internationale et réduisent la profitabilité des firmes.

L'intensification de la concurrence se combine aux évolutions de la demande pour enclencher un changement de logique industrielle. En effet, avec l'épuisement des normes de consommation fordistes (Lorenzi *et al.*), la diversification des produits et l'exigence de réactivité face aux changements de

¹ Lire à ce sujet la contribution d'Eric Bosserelle dans cet ouvrage.

la demande (Piore, Sabel, 1984) alimentent une transformation des formes de la concurrence.

II. LE NEOLIBERALISME, UNE REponse SYSTEMIQUE

Désordres monétaires, chocs pétroliers, récessions et chômage, la décennie 1970 est celle de la dislocation de l'exceptionnelle expansion qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Face au déclin des profits, la réponse néolibérale s'impose à partir de la fin des années 1970 et conduit au déploiement d'un nouveau dispositif économique et social. Celui-ci permet une restauration des profits au niveau macroéconomique ; mais, dans l'ensemble, des gains de productivité plus faibles et une croissance nettement moins soutenue témoignent d'une moindre dynamique du système. Le néolibéralisme peut être appréhendé à travers trois principaux éléments : l'essor de la finance, une intensification/transformation de la concurrence et une dégradation de la position des salariés.

A. La montée en puissance de la finance

Sur le plan économique, l'impulsion initiale du néolibéralisme a été donnée par l'augmentation brutale des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine en 1979. Cette hausse destinée à réduire l'inflation conduit à un infléchissement sensible des rapports de forces sociaux et géopolitiques (Duménil, Lévy, 2001 ; Chesnais, 1997).

D'abord, la récession aggravée par la hausse du coût du crédit conduit à une hausse du chômage affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs, ce qui engendre à la fois une modération salariale et une discipline accrue. Cela permet une restauration des profits, confirmant le point de vue Kaleckien selon lequel « *la lutte contre l'inflation contient un agenda caché dont le but est remettre les travailleurs à leur place* » (Boddy, Crotty, 1975, p. 11).

Les secondes victimes de cette hausse des taux d'intérêt sont les pays en développement qui se sont endettés au cours de la décennie précédente. Pris en étau entre des remboursements de crédits devenus soudainement beaucoup plus onéreux et des recettes d'exportations qui s'effondrent sous l'effet de la récession mondiale, ces pays sont à la merci de leurs créanciers. Ce qu'on appelle alors la crise de la dette est à l'origine d'une nouvelle forme de domination des pays riches, États-Unis en tête. Via le FMI et la Banque Mondiale, ils sont alors en mesure d'imposer les mesures de stabilisation macroéconomique, de libéralisation multidimensionnelle et de privatisations qui constituent le « consensus de Washington » (Williamson, 1990). Ce contexte offre à leurs multinationales des opportunités nouvelles de profits, en particulier via l'acquisition d'actifs à moindre coût [Harvey, 2005], dans la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique puis, avec la chute des régimes « socialistes », en Europe centrale et orientale et, au lendemain de la crise asiatique, en Asie, l'Inde et la Chine faisant figure d'exceptions notables

Enfin, la hausse des taux d'intérêt marque le retour du pouvoir de la finance. La hausse des revenus financiers résulte bien sûr des taux d'intérêts élevés mais aussi de la forte augmentation des dettes publiques dans le contexte récessif des années 1980. Ces flux d'intérêts et la restauration des profits nourrissent une accumulation du capital financier. Ce type de capital prend une place de plus en plus centrale au sein du régime néolibéral au fur et à mesure que les politiques de déréglementation, les technologies de l'information et la sophistication des produits financiers donnent naissance à un marché financier global et permanent où tous types de produits peuvent s'échanger (actions, obligations, titres de dettes publiques, devises...) (Chesnais, 1997; Johsua, 2009).

B. Intensification de la concurrence inter-capitaliste

Si la relation salariale était la forme structurelle au centre de la régulation fordiste d'après-guerre, on peut avancer que ce sont les formes de la concurrence qui sont au sommet de la hiérarchie des formes structurelles dans le cadre néolibéral (Petit, 1999). C'est un principe général qui dépasse les seules formes de la concurrence inter-firmes, puisque le néolibéralisme peut être appréhendé comme un mode de gouvernement des hommes qui pénètre les organisations privées comme publiques en vue de maximiser à tous les niveaux la performance individuelle (Foucault, 1979 ; Dardot et Laval, 2009 ; Le Galès et Scott, 2008). Loin du « laisser faire », il s'agit d'un processus délibéré d'extension de la concurrence : libéralisation des prix et des échanges internationaux, extension des droits de propriétés intellectuels, mouvement de dérégulation/rerégulation des services publics visent ainsi à organiser la possibilité de la concurrence marchande là où elle n'existait pas.

Au delà de l'extension du domaine de la compétition marchande, celle-ci s'intensifie selon deux logiques distinctes. En premier lieu, on observe une sophistication des marchés correspondant de fait à une segmentation accrue en fonction de la dualité concurrence par les prix / hors prix (Petit, 1999). En second lieu, une demande relativement atone, les processus d'industrialisation à la périphérie et la libéralisation des échanges internationaux alimentent un processus cumulatif de « concurrence coercitive » (*coercive competition*) (Crotty, 2002) à l'origine de capacités de production structurellement excédentaires à l'échelle mondiale dans une série de secteurs clés (automobile, électronique, aéronautique, semi-conducteur, produits blancs, construction navale, sidérurgie, pétrochimie, banque..). En effet, contrairement aux hypothèses de la théorie néoclassique, ces secteurs se caractérisent par l'existence

d'économie d'échelle et par le caractère fortement illiquide des actifs. En conséquence, les firmes déjà établies cherchent à tout prix à éviter les coûts irrécouvrables de sortie (*sunk costs*) et continuent à investir, en dépit de conditions de plus en plus adverses, afin de conserver la possibilité de rafler la mise lorsque des concurrents seront finalement éliminés.

C. Une dégradation de la position des salariés

L'armée de réserve industrielle, la maîtrise de l'évolution technico-organisationnelle du travail et le principe « diviser pour mieux régner » constituent, dans une perspective marxienne, les trois piliers de la domination du capital (Bowles, 1985). Au cours de la période néolibérale, ces trois éléments se conjuguent pour affaiblir la position relative des salariés sur le lieu de production avec des répercussions sensibles au niveau macroéconomique.

Le chômage de masse apparu dans les années 1970 va persister, avec plus ou moins de force selon les pays, tout au long de la période et se combiner avec une relation d'emploi fragilisée, pour une part croissante du salariat, sous forme de précarité du contrat de travail et de sous-emploi contraint. Le mécanisme de l'armée de réserve industrielle qui joue alors est renforcé par l'augmentation des échanges commerciaux de produits manufacturés et, dans une moindre mesure, de services avec les pays d'Asie et d'Europe centrale et orientale. L'intégration des économies ex-socialistes puis de la Chine et de l'Inde au capitalisme mondial libèrent en effet de gigantesques réservoirs de main d'œuvre qui exercent une formidable pression à la baisse sur les salaires (Chesnais, 1997 ; Berthaud et Chanteau, 2006).

Le XXe siècle finissant voit s'étendre une logique productive toyotiste qui s'appuie sur l'essor des technologies de l'information et des communications (TIC). Elle exige toujours plus de réactivité, de souplesse et de flexibilité du travail afin de satisfaire les impératifs de concurrence et d'amélioration permanente des biens et services qu'exigent

les transformations de la demande. D'un côté, cette réorganisation est présentée comme un enrichissement du travail par rapport au taylorisme (Boltanski et Chiappello, 1999). D'un autre côté, la concrétisation de cette logique productive dans les entreprises est un néo-stakhanovisme se traduisant par une dégradation des conditions de travail, un renouvellement de la contrainte hiérarchique et une intensification du travail (Askenazy, 2002 ; Coutrot, 1999 ; Durand, 2003).

Enfin, conformément au mécanisme «diviser pour mieux régner», divers facteurs viennent entraver les capacités d'actions collectives des salariés. L'hétérogénéisation des normes d'emploi, les nouvelles techniques de management par projet, l'individualisation des rémunérations et l'accroissement de sa part variable, la tertiarisation des économies, la déconcentration des structures productives mais aussi l'internationalisation des processus productifs contribuent à un tel phénomène (Boyer et Durand, 1993 ; Baudry, 2003 ; Lemièrre *et al.*, 2006 ; Perraudin *et al.*, 2009 ; Peoples et Sugden, 2000 ; Glyn, 2006).

Le recul spectaculaire des statistiques sur le nombre de journées de grève dans les pays développés, même s'il n'est qu'un indicateur imparfait de la conflictualité sociale, illustre le renforcement de la domination du capital, après qu'elle fut fragilisée au tournant des années 1960-1970. Cela se manifeste par un accroissement très important des inégalités (Piketty, Saez 2003 ; Landais, 2007) : distribution des revenus favorable aux profits, exposition accrue des salariés aux aléas de la conjoncture économique, augmentation des inégalités au sein des revenus salariaux, atonie du salaire médian et affaiblissement des dispositifs de protection sociale constitutifs des États providence d'après-guerre.

On a vu qu'avec la restauration du pouvoir de la finance, l'extension et l'intensification de la concurrence ainsi que l'affaiblissement du travail, le néolibéralisme correspond à un

sursaut réussi du capital dont la restauration des profits à partir du milieu des années 1980 est le principal indicateur. Cette restauration des profits a cependant un caractère en partie paradoxal.

III. UNE RESTAURATION DES PROFITS EN PARTIE PARADOXALE

L'ampleur de la restauration du taux de profit au cours de l'ère néolibérale et la tendance d'évolution de ce taux sont l'objet de vives controverses, notamment mais pas seulement parmi les marxistes. D'un côté, une série d'auteurs marxistes (Brenner, 2006 ; Joshua, 2009 ; Harman, 2009) considèrent qu'il y a bien eu au cours des années 1980 une récupération des profits par rapport à la crise de profitabilité des années 1970 mais que le niveau atteint n'est pas élevé en comparaison historique, voire même qu'il s'inscrit dans une tendance longue baissière, en particulier pour les entreprises du secteur manufacturier. Ils sont rejoints en cela par des gestionnaires d'Harvard qui affirment que le rendement des actifs tend à décroître régulièrement depuis les années 1960 dans les firmes non-financières aux États-Unis (Hagel *et al.*, 2009). D'un autre côté, les données globales sur le partage de la valeur ajoutée montrent une évolution défavorable au travail cohérente avec le décrochage des salaires par rapport à l'évolution des gains de productivité (Aglietta et Berrebi, 2007 ; Husson, 2008 ; Stockhammer, 2009). Le phénomène est encore plus clairement marqué si les très hauts salaires sont incorporés aux profits (Duménil et Levy, 2005).

Ce n'est pas le lieu de développer ici les termes de ce débat, ce qui nécessiterait d'exposer les différentes définitions et délimitations considérées, ainsi que les difficultés statistiques et d'interprétation que soulèvent chacun de ces choix. Il importe cependant de l'évoquer car cette controverse est révélatrice d'un paradoxe néolibéral (Crotty, 2003) entre, d'une part, l'exigence accrue de profitabilité découlant de la hausse des taux d'intérêts puis de la montée en puissance de

la norme de création de valeur pour l'actionnaire et, d'autre part, une intensification de la concurrence et un faible dynamisme de l'accumulation et de la croissance reflétant des perspectives de profits limitées pour les firmes non-financières. Pour contrecarrer les mécanismes déprimant l'accumulation et livrer des profits à la hauteur des exigences des marchés financiers, les firmes doivent ainsi s'appuyer sur des sources atypiques de profits.

A. Une accumulation productive déprimée

Intervenue peu après la hausse brutale des taux d'intérêts, la libéralisation financière offre au capital la possibilité de circuler de manière instantanée à la recherche des rendements les plus élevés. Ces rendements financiers tendent à devenir la norme sur laquelle les actionnaires exigent que les entreprises non financières s'alignent en leur versant des dividendes et en garantissant la hausse du cours des actions (Aglietta et Berrebi, 2007, p. 34-55). Cela se traduit par un changement de comportement des managers par rapport au fordisme. Le leitmotiv de cette époque était de retenir les profits au sein de la firme pour financer sa croissance (*retain and reinvest*). La logique de l'époque néolibérale est autre : il faut réduire les coûts, recentrer la firme sur son cœur de métier afin de distribuer massivement les profits aux actionnaires (*downsize and distribute*) (Lazonick et O'Sullivan, 2000). Cela alimente une logique de réduction des coûts cohérente avec la détérioration de la position des salariés dans l'entreprise et une tendance à la déconcentration. En outre, en favorisant les profits par rapport à la croissance des firmes cette nouvelle configuration de la gouvernance d'entreprise freine l'investissement (Stockhammer, 2004 ; Dallery, 2009).

La pression des marchés financiers ne suffit cependant pas à expliquer le faible rythme de l'accumulation productive. Elle se combine avec l'intensification de la concurrence et l'incertitude découlant de l'instabilité financière

(Stockhammer, 2008) qui, toutes deux, affectent négativement les anticipations de rentabilité des investissements. A un autre niveau, le nouveau paradigme techno-économique autour des technologies de l'information et de la communication n'est pas parvenu à se doter de l'architecture institutionnelle qui lui permettrait de se déployer grâce à des opportunités de profits suffisamment fortes (Freeman, 2007 ; Perez, 2009). Par exemple, l'extension des droits de propriétés intellectuels constituerait un puissant frein aux investissements (Pagano et Rosi, 2009).

B. Des sources de profits atypiques

Si on observe les mécanismes d'un ralentissement du rythme de l'accumulation, comment expliquer les profits élevés affichés par nombre de grandes firmes et, au niveau macroéconomique, le fait que la part des profits dans la valeur ajoutée se soit durablement rétablie par rapport à la crise des années 1970 ? Il y a là un paradoxe que la compression des revenus salariaux et l'intensification du travail expliquent en partie mais n'épuisent pas. Au delà du poids considérablement accru des profits des firmes financières dans les profits globaux (Krippner, 2005), qui influe fortement sur le partage salaires/profits de la valeur ajoutée, plusieurs éléments peuvent être avancés.

D'abord, les firmes non financières ont en partie substitué des placements financiers à des investissements productifs (Orhangazi, 2008), ce qui implique qu'une part de leurs profits ne reflète pas la rentabilité de leur activité productive. General Electric constitue une illustration extrême de cette logique (Froud *et al.*, 2005).

Ensuite, le développement de la segmentation des processus productifs et de l'approvisionnement global a de puissants ressorts distributifs (Palpacuer, 2008 ; Balakrishnan et Sayeed, 2002). Milberg (2008) montre ainsi que la capacité de gestion des chaînes de valeur globales est devenue un actif stratégique pour les firmes des pays riches : d'une part, grâce

à des positions de monopsonne ou d'oligopsonne, elles peuvent organiser une intensification de la compétition verticale vis-à-vis de leurs fournisseurs internationaux et ainsi accroître leurs marges en diminuant les prix des intrants ; d'autre part, elles peuvent abandonner un certain nombre d'activités périphériques et se concentrer sur leur cœur de métier de manière à réduire l'ampleur de leur exposition aux aléas de la conjoncture. Alors que, l'intensification de la concurrence leur a fait perdre toute capacité à préserver leurs profits via l'augmentation de leurs prix aux dépens des consommateurs, elles retrouvent ainsi un nouveau levier pour générer des marges.

Enfin, on peut suivre David Harvey dont le concept d'« *accumulation par dépossession* » est mobilisé pour montrer qu'à l'époque néolibérale, des mécanismes du même type que ceux de l'« *accumulation primitive* » chez Marx sont à l'œuvre et contribuent à soutenir le niveau général des profits. Le principe de ce type d'accumulation consiste « *à libérer des actifs (y compris de la force de travail) à très bas coût (et parfois à coût nul) dont le capital suraccumulé peut s'emparer et faire un usage immédiatement profitable* » (Harvey, 2003, p. 149). Il existe un grand nombre de canaux permettant d'injecter de manière profitable dans la circulation du capital des actifs et de la force de travail dévalués. Par exemple, les privatisations, la diminution de la fiscalité sur les entreprises, l'intégration de nouvelles régions au sein du capitalisme mondial, la gestion des crises financières, la biopiraterie, l'assouplissement du droit du travail, le démantèlement de l'Etat providence. L'essor des ponctions directes sur les revenus des salariés via la multiplication des produits financiers venant compenser la stagnation des revenus salariaux et le recul des droits sociaux (fonds de pension, crédits à la consommation, crédits immobiliers, etc.) (Lapavistas, 2009) peut également être analysé comme un soutien aux profits.

IV. LE CARACTERE FONCTIONNEL ET DESTABILISATEUR DE LA FINANCE

A partir des années 1990 et jusqu'à la grande crise, la finance va jouer un rôle fonctionnel dans le régime néolibéral, conduisant certains auteurs à parler de « *régime tiré par la finance* » (Boyer 2000 et 2009), en particulier à propos des États-Unis et de la Grande-Bretagne. En effet, une contradiction cruciale au sein du régime néolibéral est la faiblesse de la demande agrégée, qu'il s'agisse de la demande salariale ou de la demande d'investissement. Renversant la logique fordiste orientée par la création de valeur ajoutée, la centralité de la finance joue alors un rôle fonctionnel, permettant - pour autant que les marchés financiers continuent à progresser - d'alimenter la demande par un nouveau canal. Ce régime est ainsi guidé par l'anticipation de la richesse future. Puisque la consommation des ménages dépend de l'effet richesse, une austérité salariale peut impliquer une croissance des profits telle que l'augmentation des cours boursiers nourrisse un essor de la consommation des ménages. L'accroissement spectaculaire de l'endettement des ménages vient accentuer ce phénomène, en particulier dans les pays où il a pu être adossé au développement du crédit hypothécaire et s'amplifier à la faveur de la bulle immobilière (Aglietta et Berrebi, 2007 ; Sapir, 2008 ; Johsua 2009). Mais l'essor de la finance a parallèlement de puissants effets déstabilisateurs. Alors que les crises financières avaient disparu dans la période d'après-guerre, elles sont devenues, depuis les années 1980, de plus en plus nombreuses et étendues (Eichengreen et Bordo, 2003). Cette instabilité renvoie aux comportements mimétiques des agents financiers qui conduisent à des mouvements d'autant plus violents que l'intégration et la libéralisation des marchés est grande (Lordon, 2008 ; Crotty et Epstein 2009, Orléan 2009). La fuite en avant vers toujours davantage de liquidité boursière, à laquelle se rattache l'essor de la titrisation, s'avère ainsi illusoire : en empêchant tout processus d'évaluation dans les

périodes de tension, elle aggrave les crises (Bourghelle et Hyme, 2009).

La déconnexion entre la taille des marchés financiers et la croissance économique correspond à une accumulation de capital fictif (Chesnais, 2008). Ce capital fictif croît sous la forme de titres, essentiellement grâce à « *des mécanismes de valorisation spéculative situés en pure lévitation par rapport à l'économie réelle* » (Chesnais, 2009). Cela s'accompagne notamment de l'envolée de l'endettement des sociétés financières (Aglietta, 2009). Ces titres sont censés donner droit à des flux de revenus futurs mais, pris dans leur globalité, ces promesses excèdent considérablement les flux qui seront effectivement disponibles. Ces « chiffons de papier » ne pourront donc être tous convertis en pouvoir d'achat. Certes, la finance induit temporairement un effet richesse pour les consommateurs, des revenus pour les placements des entreprises non-financières et des profits supplémentaires pour les firmes financières. Cette dynamique est cependant à la merci d'une révision des anticipations, comme lors du krach de la bulle de la « Nouvelle économie » (2000-2001). Les opérations de sauvetage orchestrées par les pouvoirs publics lors de chacune des crises successives ont eu pour effet d'empêcher la contraction du capital fictif, autorisant au contraire une nouvelle phase expansion. Mais c'est au prix de crises de plus en plus graves, nécessitant des interventions publiques à chaque fois plus périlleuses et onéreuses et qui, faute d'organiser la décroissance du capital fictif, ne font que repousser un processus inéluctable (Crotty, 2009).

L'essor du régime néolibéral dominé par la finance a eu pour corollaire des déséquilibres internationaux considérables; la consommation des uns – États-Unis, Grande-Bretagne, Espagne notamment – ayant pour contrepartie les excédents commerciaux des autres – la Chine et les pays exportateurs de pétrole. Ce phénomène est lié à l'importance des surcapacités mondiales concentrées dans les pays émergents

et au rôle des ménages états-uniens comme consommateurs en dernier ressort à l'échelle planétaire. Il révèle également les tensions inhérentes à une redéfinition rapide des rapports de forces économiques mondiaux (Aglietta, 2008) qui peut être interprétée en terme de crise de l'hégémonie étasunienne (Arrighi, 2007 ; Duménil et Lévy, 2009).

V. APRES LA CRISE : LA POSSIBILITE DE L'ETAT STATIONNAIRE

Les arguments présentés dans les sections précédentes suggèrent qu'au-delà des péripéties de la crise économique majeure que vient de subir l'économie mondiale, des contradictions de longue durée sont à l'œuvre. A nos yeux, ces contradictions auxquelles il convient d'ajouter la crise écologique invitent à revenir à la question ancienne de l'état stationnaire.

La possibilité d'un épuisement de l'accumulation conduisant à l'état stationnaire, était une préoccupation centrale chez les auteurs classiques. Trois principaux mécanismes sont ici exposés et réinterprétés dans le contexte contemporain : 1/ l'impact destructeur de la dialectique suraccumulation-concurrence mis en évidence par A. Smith ; 2/ la hausse des coûts, qu'il s'agisse du coût du travail en raison des rendements agricoles décroissants dans la théorie de D. Ricardo ou bien, de manière plus générale, de l'épuisement des ressources évoqué par J. S. Mill; 3/ le rôle du développement des connaissances, pointé par Mill, permettant de surmonter les blocages rencontrés par l'accumulation via des gains de productivité, à condition que ces développements soient en adéquation avec les besoins socio-économiques de la période historique considérée.

A. Suraccumulation « à la Smith » et concurrence coercitive

Pour Adam Smith (1776), la richesse dépend du travail et de son « pouvoir productif ». Or, l'accumulation du capital

permet d'une part d'augmenter le nombre de travailleurs productifs et d'autre part d'améliorer leur pouvoir productif en étendant la division du travail. Smith s'inquiète cependant de la fragilité de la croissance (Heilbroner, 1973), craignant que la dynamique d'accumulation du capital, en provoquant la baisse des profits, ne conduise à l'état stationnaire.

Dans le chapitre sur les profits de *La richesse des nations* (livre I, chapitre 9) Smith introduit l'idée de l'état stationnaire comme aboutissement d'une ère de prospérité. « *Quand les profits baissent, les commerçants sont très disposés à se plaindre de la décadence du commerce, quoique cependant la diminution des profits soit l'effet naturel de sa prospérité ou d'une plus grande masse de fonds qui y est versée* » [1776, p. 165]. Accumulation des capitaux et baisse des profits sont ainsi intimement liés : « *Dans un pays richement pourvu de capitaux, en proportion des affaires qu'il peut offrir en tout genre, il y aurait, dans chaque branche particulière de l'industrie, une aussi grande quantité de capital employé, que la nature et l'étendue de ce commerce pourraient le permettre; la concurrence y serait donc partout aussi grande que possible et, conséquemment, les profits ordinaires aussi bas que possible* » (*ibid.*, p. 168).

Dans ce passage, l'augmentation de la taille du marché constitue la variable susceptible d'éloigner la perspective de diminution des profits. Mais l'accroissement des débouchés est aussi porteur d'une logique contraire. Smith explique ainsi, dans le livre V, qu'à long terme la hausse de la demande induit une concurrence et des innovations qui font diminuer les prix: « *Si l'augmentation de la demande fait quelquefois, dans les commencements, monter le prix des marchandises, elle ne manque jamais de l'abaisser à la longue. Cette augmentation encourage la production et augmente par là la concurrence des producteurs, qui, pour se supplanter les uns les autres, ont recours à de nouvelles divisions de travail et à de nouveaux moyens de perfectionner*

l'industrie, auxquels ils n'auraient jamais pensé sans cela. » (1776, vol. 2 p. 373)².

Le caractère destructeur de la concurrence apparaît ainsi chez Smith en tant que conséquence d'une suraccumulation du capital, elle même causée par une extension de la taille des marchés. De manière elliptique, le lien avec l'innovation esquisse une réflexion sur l'obsolescence accélérée du capital productif. En revanche, Smith ne perçoit pas comment la péréquation des taux de profit, mise en évidence par Ricardo et reprise par Marx, permet de procéder à des réajustements entre les secteurs. Surtout, il ne peut prévoir à la fin du 18^{ème} siècle le rôle que seront amenées à jouer les crises de suraccumulation dans les transformations successives du capitalisme. Comme l'explique Marx, les crises sont une « *solution momentanée et violente des contradictions existantes, éruption violente qui rétablit pour un moment l'équilibre troublé* » (Marx, 1864-1875, p. 1031). En effet, la dépression dévalorise une partie du capital productif qui n'est plus en mesure de fournir suffisamment de profit. Les entreprises les moins touchées peuvent alors racheter à moindre coût les firmes en difficulté et utiliser leurs actifs de manière profitable. De plus, avec la hausse du chômage, l'accroissement de l' « armée de réserve industrielle » entraîne une réduction des salaires et donc une augmentation des profits.

C'est précisément l'absence de ces éléments qui donne aujourd'hui un intérêt particulier à l'analyse de Smith. Dans les économies contemporaines, la régulation du système via

² Smith critique ici les arguments avancés en 1830 par la Compagnie des Indes Orientales pour maintenir son monopole. Pour celle-ci, la concurrence renchérit le prix des marchandises en Inde tout en diminuant le prix de leur revente en Angleterre. Après avoir souligné que le deuxième effet est à l'avantage des consommateurs anglais, Smith conteste l'existence du premier effet : à long terme, la hausse de la demande ne fait pas monter les prix car elle encourage la production.

la péréquation des taux de profits et les crises est en partie entravée. Dans les industries clés, l'intensification de la concurrence pointée par Brenner (2006) et Crotty (2002) conduit à une suraccumulation mondiale qui réduit structurellement les profits. Le processus de destruction régénératrice via l'élimination des firmes moins performantes et le départ des capitaux vers d'autres secteurs est en effet en partie bloqué par les coûts de sortie (*sunk costs*), les incitations à « survivre » produites par les rendements croissants et, comme l'a montré cette crise, les interventions des pouvoirs publics en soutien aux industries clés en difficulté. D'autre part, comme le souligne Harvey à propos de la crise asiatique (2003), les destructions de capital tendent à se concentrer à la périphérie, tandis que les pays du centre disposent des ressources politiques pour s'en prémunir.

B. L'augmentation des coûts : travail, intrants et capital fictif

Pour Ricardo, « *Adam Smith attribue toujours la baisse des profits à l'accumulation des capitaux et à la concurrence qui en est la suite, sans jamais faire attention à la difficulté croissante d'obtenir des subsistances pour le nombre croissant d'ouvriers que le capital additionnel emploie* » (1817, p. 253). S'appuyant sur la « loi » des débouchés, il récuse donc l'idée de Smith³ mais réintroduit la question de l'état stationnaire via les rendements agricoles décroissants. La mise en culture de terres de moins en moins fertiles induite par la croissance démographique provoque deux effets distincts : d'une part une augmentation de la rente et, d'autre part, une hausse du prix du blé. C'est ce deuxième

³ « *Il n'y a qu'un seul cas, et celui-là n'est que temporaire, dans lequel l'accumulation du capital, accompagné du bas prix des subsistances, peut amener une baisse des profits ; ce cas est celui où les fonds destinés à faire subsister les ouvriers s'accroissent plus vite que la population* » (Ricardo 1817, p. 256). Voir aussi à ce sujet (Marx 1857-1858, p. 275).

effet qui, en renchérissant les salaires, cause la baisse des profits.

Marx explique qu'en se focalisant sur « *l'improductivité relativement croissante de l'agriculture* », Ricardo ne considère qu'un cas particulier ; il « *érige en loi générale une situation historique valable pour une cinquantaine d'année* » (1857-1858, p. 275). Qu'en est-il aujourd'hui? Ce n'est pas principalement la hausse du prix des denrées agricoles qui tend à augmenter le coût de reproduction de la force de travail dans les pays développés. En revanche, le vieillissement de la population et la sophistication des technologies médicales tendent à accroître fortement les dépenses de santé. Celles-ci étaient prises en charge par le salaire indirect ou via les taxes, selon les pays. Avec les réformes néolibérales, cette hausse des coûts ne porte pas directement sur les profits, mais elle pèse alors sur la demande via les dépenses des ménages ou les hausses des taxes. Dans une moindre mesure, le même type de phénomène se produit avec les dépenses d'éducation dans des économies tournées vers l'innovation et la connaissance.

Le raisonnement initié par Ricardo peut être étendu au delà de la hausse des coûts de reproduction de la force de travail. C'est ce que fait Mill (1848) lorsqu'il souligne le fait que ce ne sont pas seulement les terres, mais l'ensemble des ressources, qui sont limitées. « *Quoi que l'homme produise, il le produit selon les modalités et les conditions imposées par la nature des choses extérieures, et par les propriétés des structures de son corps et de son esprit [...] Quel que soit l'espace que nous parvenions à nous ménager à l'intérieur des limites imposées par la nature des choses, nous savons que ces limites existent* » (1848, p. 199). Aujourd'hui, la montée des préoccupations environnementales, en particulier autour de la crise climatique, conduit certains à envisager un « *capitalisme vert* » dont le projet consiste à endogénéiser les coûts écologiques via des taxes et/ou des marchés à polluer (Stern, 2006). A moins de considérer que des innovations

technologiques pourront rapidement annihiler les surcoûts imposés sur les activités polluantes, ou qu'une réorientation massive des modes de consommation / production (Marechal, 2009 ; Foxon, 2009) soit menées en un laps de temps réduit, il y a bien là un frein important à l'accumulation (Husson, 2009). Plus directement, l'épuisement de certaines ressources risque aussi de conduire à une augmentation du coût des intrants préjudiciable à la croissance. A l'approche du *Peak Oil*, le rôle déclencheur des fortes hausses du prix du pétrole lors des dernières grandes récessions – y compris à la veille de cette grande crise (Cochet, 2009) - constitue une indication sérieuse de l'impact dépressif qui peut être attendu.

Enfin, un troisième type de coût, concerne les crises financières elles-mêmes. Elles donnent lieu à une explosion des déficits publics liés au sauvetage d'institutions en périls, aux politiques fiscales et budgétaires contra-cycliques et à la réduction des recettes liée à la détérioration de la conjoncture (Reinhart, Rogoff, 2009). En l'absence de politique sciemment inflationniste visant à éroder la dette, ces déficits ont pour conséquence, dans les années qui suivent, des mesures d'austérité budgétaire ou des hausses d'impôt qui viennent grever la croissance. Tant que la formidable accumulation de capital fictif ne sera pas résorbée, de nouvelles crises financières sont à prévoir (Crotty, 2009), ce qui donne à ces coûts un caractère durable.

C. L'introuvable paradigme techno-économique

Le progrès des connaissances ne permet-il pas de contrecarrer les effets destructeurs de la suraccumulation et de la hausse des coûts? Mill évoque cette question lorsqu'il définit l'état stationnaire dans un chapitre consacré à « la loi de croissance du capital » (livre I, chap. 11): « *Quand un pays a porté sa production aussi loin qu'il est possible, dans l'état actuel des connaissances, de la porter pour un profit correspondant à l'intensité moyenne du désir d'accumuler, il a atteint ce qu'on appelle l'état stationnaire* » (1848, p. 169). L'état

stationnaire est ainsi défini par un niveau maximal de production pour un ensemble donné de connaissances. Mill revient sur cette question dans le quatrième livre des *Principes*, intitulé « De l'influence du progrès de la société sur la production et la répartition »⁴. Exprimant son opinion sur « *ce que sont les changements, leurs lois et les tendances ultimes* » de l'économie (1848, p. 705), Mill évoque l'existence de contre-tendances à la baisse des profits: « *sans aucune de ces circonstance neutralisant actuellement l'effet naturel de l'épargne sur le profit, le taux de profit serait réduit au minimum en peu de temps* » (*ibid.*, p. 741). L'une de ces circonstances est la destruction de capital⁵. Mais pour Mill, si l'horizon de l'état stationnaire s'éloigne sans cesse, c'est aussi et surtout en raison du progrès technique. Les pays les plus riches atteindraient bientôt l'état stationnaire « *si aucun nouveau progrès n'était réalisé dans les arts productifs* » (1848, p. 752). « *Nous ne pouvons prédire jusqu'où les modes de production peuvent être altérés, ni jusqu'à quel point la productivité du travail peut être augmentée, par des développements futurs de notre connaissance des lois de la nature permettant de nouveaux procédés industriels* » (p. 199). Ainsi, « *il ne fait aucun doute qu'il reste de la marge pour un accroissement de population si les arts s'améliorent et le capital augmente* » (p. 756). Mais il ne fait aussi aucun doute que « *les économistes ont toujours du voir, plus ou moins distinctement que l'accroissement de richesse n'est pas illimité, qu'après l'état progressif arrive l'état stationnaire* » (p. 752).

Dans une économie capitaliste, le potentiel technique de croissance nécessite des profits et des débouchés. Mais ce n'est pas suffisant : ces derniers « *doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits,*

⁴ Voir à ce sujet Oakley (1994, p. 227) et Zouboulakis (1993, p. 60).

⁵ Nous avons vu que cette contre-tendance est relativement limitée dans la période récente (*supra*, section A).

de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile » (Husson 2008, p. 64). Aujourd'hui, on l'a évoqué précédemment, le vieillissement de la population accroît la demande des services de santé, or il s'agit d'un type d'activité pour lesquels les gains de productivités sont faibles. Cet exemple n'est pas isolé mais participe de l'affirmation d'un modèle anthropogénétique « dans lequel une fraction croissante de la production et de la consommation porte sur l'éducation, la formation, la santé, les loisirs. Autant d'activités qui sont intensives en travail, y compris qualifié, et dont le but n'est autre que de reproduire l'Homme par le travail humain » (Boyer 2008, p. 22). Ces activités économiques relèvent d'une logique productive distincte de celle du capitalisme industriel (Gadrey, 1992, p. 24-26, 62-66). Si tant est qu'elle puisse être mesurée, la productivité y est très faible, ce qui constitue un facteur structurel de ralentissement de la croissance du PIB.

Ce hiatus entre les secteurs où le progrès des connaissances semble susceptible de générer d'importants gains de productivité et ceux où se concentrent les besoins sociaux apparaît comme un obstacle à l'émergence d'un régime permettant une accumulation soutenue.

CONCLUSION

La lecture proposée de la période entre la grande crise des années 1970 et celle du tournant des années 2000-2010 nous a permis de rappeler les caractéristiques du néolibéralisme. Montée en puissance de la finance, intensification et transformation de la concurrence et affaiblissement de la position des salariés ont abouti à une restauration des profits mais au prix d'une polarisation sociale accrue et de l'affirmation – ou du renforcement – de plusieurs

contradictions. Le ralentissement, décennie après décennie, de la croissance est ainsi symptomatique d'une certaine perte de dynamisme. Celle-ci renvoie en particulier au caractère destructeur de la concurrence dans un contexte de faiblesse de la demande et à l'absence de déploiement d'un nouveau paradigme techno-économique.

La restauration des profits en général, et la forte croissance des profits financiers, ont alors un caractère en partie paradoxal qui doit être relié à des mécanismes particuliers : accumulation de capital fictif, profits de monopsones au sein des firmes exerçant un rôle dominant au sein des chaînes de valeur, externalisation des risques conjoncturels aux dépens des salariés et des sous-traitants et modalités multiples d'« *accumulation par dépossession* ». Les phases de croissance impliquent alors des agencements de plus en plus périlleux, qu'il s'agisse des emballements financiers successifs ou de la montée des déséquilibres internationaux. L'ampleur de la crise dans laquelle le monde est entré depuis l'été 2007 renvoie alors, selon nous, principalement à ces contradictions plutôt qu'à un défaut de régulation prudentielle des marchés financiers.

Cet article nous a permis de mettre en relation des lectures hétérodoxes de cette séquence de l'histoire économique avec la question classique de l'état stationnaire. Nous avons montré que les effets de la dialectique suraccumulation/concurrence, le freinage de l'accumulation par hausse des coûts, et les difficultés à faire émerger un nouveau paradigme techno-économique engendrant des gains de productivité élevés donnent un écho contemporain aux analyses de Smith, Ricardo et Mill.

Ces différents éléments ne sont cependant pas à situer sur le même plan. En théorie, les effets destructeurs de la « concurrence coercitive » pourraient être contenus par la création d'un environnement macroéconomique plus favorable à la demande, notamment la demande salariale, et

la mise en place de mécanismes de coordination permettant de limiter les capacités de production excédentaires au niveau mondial. La question des coûts est plus périlleuse. Dès lors que la production est en incapacité de fournir les flux de richesses exigés par l'essor de la sphère financière, les ajustements ne peuvent être que violents. Les crises financières à répétition en sont la manifestation, mais les interventions des pouvoirs publics qui visent à contenir le brutal mouvement de dévalorisation engagé ne font que retarder l'ajustement. Cette instabilité pèse durablement sur les perspectives de croissance.

Plus structurellement les changements démographiques, les coûts écologiques et la raréfaction de certaines ressources naturelles sont des facteurs qui semblent encore plus difficiles à assimiler dans un hypothétique régime d'accumulation rapide. Cela nécessiterait non seulement des changements technologiques mais également des transformations des modes de vie considérables. Plus encore, les secteurs anthropogénétiques qui semblent dominer l'expression contemporaine des besoins sociaux n'apparaissent pas propices à une accélération de la productivité, bien au contraire.

Rappelons que les éléments d'analyse qui ont été présentés sont surtout pertinents pour les pays développés, les pays émergents bénéficiant pour un temps du dynamisme que procure une trajectoire de rattrapage (Gerschenkron, 1962). A la suite d'autres travaux récents (Lawn, 2009 ; Balakrishnan, 2009), ces éléments invitent les économistes à investir la question de la fin de la croissance et à analyser la diversité des trajectoires et des rythmes économiques compatibles avec une telle perspective.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. (1978), *Régulation et crises du capitalisme : l'exemple des États-Unis*, Calmann-Lévy.
- AGLIETTA M. (2008), « Into a New Growth Regime », *New Left Review*, n°54, p. 61-74.
- AGLIETTA M., Berrebi L. (2007), *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob.
- AGLIETTA M., RIGOT S. (2009), *Crise et rénovation financière*, Odile Jacob.
- ARRIGHI G. (2007), *Adam Smith à Pékin*, Paris, Max Milo, 2009.
- AASKENAZY P. (2002), *La Croissance moderne. Organisations innovantes du travail*, Economica.
- BALARISHNAN G. (2009), "Speculations on the Stationary State", *New Left Review*, n°59, Sept-Oct. p. 5-26.
- BAKARISHNAN R., SAYEED A. (2002), « Why Do Firms Disintegrate? Towards and Understanding of the Firm Level Decision to Sub-Contract and Its Impact on Labor », *CEPA Working Paper*, 2002-12.
- BAUDRY B. (2003), *Économie de la firme*, La Découverte.
- BODDY R., CROTTY Crotty J. (1975), "Class Conflict and Macro-Policy: The Political Business Cycle", *Review of Radical Political Economics*, 7 (1), p. 1-19.
- BOLTANSKI L., CHIAPPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard.
- BOSSERELLE E. (2010), « La crise actuelle apporte-t-elle un démenti aux approches menées en termes de Kondratiev ? », *La crise : trois ans après, quels enseignements ?*, L'Harmattan.
- BOURGHELLE D., HYME P. (2009), « Du mythe de l'efficience au krach : l'illusion de la liquidité boursière », *Contretemps*, revue en ligne, <http://www.contretemps.eu/interventions/mythe-lefficience-marches-krach-illusion-liquidite-boursiere>
- BOWLES S. (1985), "The Production Process in a Competitive Economy: Walrasian, Neo-Hobbesian, and Marxian Models", *The American Economic Review*, 75(1), p. 16-36.
- BOWLES G., GORDON D. WEISSKOPF T.E. (1990), *After the Wasteland: a Democratic Economics for the Year 2000*, M.E. Sharpe.
- BOYER R. (2000), « Is a finance led growth regime a viable alternative to fordism ? A preliminary analysis », *Economy and Society*, vol. 29, (1).
- BOYER R. (2002), *La croissance début de siècle*, Albin Michel.
- BOYER R. (2004), *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, Odile Jacob.
- BOYER R. (2008), « Capitalisme(s) du XXIe siècle – Un entretien avec Robert Boyer », *Contretemps*, n°21, février 2008.
- BOYER R. (2009), « Feu le régime d'accumulation tiré par la finance », *Revue de la Régulation*, n°5, 1^{er} semestre 2009, <http://regulation.revues.org/index7367.html>

- BOYER R., DURAND J.-P. (1993), *L'après-fordisme*, Syros.
- BRENNER R. (2006), *The Economics of Global Turbulence*, Verso.
- BRENNER R. (2009), "What is Good for Goldman Sachs is Good for America. The Origins of the Present Crisis". Center for Social Theory and Comparative History, UCLA. <http://escholarship.org/uc/item/Osg0782h>
- CHESNAIS F. (1997), « L'émergence d'un régime d'accumulation à dominante financière », *La Pensée*, n°309, janvier-mars.
- CHESNAIS F. (2008), « Crise financière : quelques détours par la théorie », *Savoir/Agir*, n°4, Juin.
- CHESNAIS F. (2009), « Pas de limites pour le sauvetage des banques », http://www.alencontre.org/Economie/CriseChesnais05_09.html
- COCHET Y. (2009), « Les vraies causes de la récession », *Entropia*, 7.
- CORIAT B. (1979), *L'atelier et le chronomètre*, Christian Bourgois, 1994.
- COUTROT T. (1999), *Critique de l'organisation du travail*, La Découverte.
- CROTTY J. (2002), "Why There Is Chronic Excess Capacity", *Challenge*, vol. 45(6), November, p. 21-44.
- CROTTY J. (2003), "The Neoliberal Paradox: The Impact of Destructive Product Market Competition and Impatient Finance on Nonfinancial Corporations in the Neoliberal Era", *Review of Radical Political Economics*, n°35, p.271-9.
- CROTTY J. (2009), "Structural causes of the global financial crisis: a critical assessment of the 'new financial architecture'", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 33(4), p. 563-80.
- CROTTY J., EPSTEIN G. (2009), "Avoiding another Meltdown", *Challenge*, vol. 52(1), p. 5-26.
- DALLERY T. (2009) "Post-Keynesian Theories of the Firm under Financialization", *Review of Radical Political Economics*, n°41, p. 492-515.
- DARDO P., LAVAL C. (2009), *La nouvelle raison du monde*, La Découverte.
- DOCKES P., ROSIER B. (1983), *Rythmes économiques, crise et changement social. Une perspective historique*, La Découverte.
- DUMENIL G., LEVY D. (2001), "Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe", *Documents pour l'enseignement économique et social*, vol. 126, p. 15-30. <http://www.jourdan.ens.fr/levy/dle2001l.pdf>
- DUMENIL G., LEVY D. (2005), "The Profit Rate: Where and How Much Did it Fall? Did it Recover? (USA 1948-1997)", www.jourdan.ens.fr/levy/dle2002f.pdf
- DURAND J.-P. (2003), *La chaîne invisible*, Seuil.
- EICHENGREEN B., BORDO M. D. (2003), "Crises now and then: what lessons for the last era of financial globalization?" In: P. Mizen (ed):

- Monetary history, exchange rates and financial markets. Essays in honour of Charles Goodhart*, vol. 2. Edward Elgar.
- FOUCAULT M. (1979), *Naissance de la biopolitique*, Seuil/Gallimard, 2004.
- FOXON T. (2009), « Can a Green New Deal catalyse co-evolutionary change towards a more sustainable economic system? », *EAEPE (European Association for Evolutionary Political Economy) 2009 Conference*, Amsterdam, 6-8 November.
- FREEMAN C., LOUCA F. (2001), *As Time Goes By: from the industrial revolutions to the information revolution*, Oxford University Press.
- FREEMAN C. (2007), « Political economy of the long waves », in G. Hodgson, *The Evolution of Economic Institutions: a critical reader*, Edward Elgar, p. 75-97.
- FROUD J., JOHAL S., LEAVER A., WILLIAMS K., (2005), « General Electric: The conditions of success », *CRESC Working paper Series*, 5.
- GADREY J. (1992), *Socio-économie des services*, Paris, La Découverte.
- Gerschenkron A. (1962), *Economic backwardness in historical perspective, a book of essays*, Harvard University Press.
- GLYN A. (2006), *Capitalism unleashed : finance globalization and welfare*, Oxford University Press.
- HAGEL J., BROWN J., DAVIDSON L. (2009), *Measuring the forces of long term change. The 2009 shift index*, Deloitte Center for the Edge.
- HARMAN C. (2009), « Crise et taux de profit : une réponse à Michel Husson », *Inprecor*, n°556-557.
- HARVEY D. (2003), *The New Imperialism*, Oxford University Press.
- HARVEY D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press.
- HEILBRONER R. L. (1973), “The paradox of progress: decline and decay in the *Wealth of Nations*”, *Journal of the History of Ideas* 34, p. 243-62.
- HUSSON M. (2008), *Un pur capitalisme*, Page Deux.
- HUSSON M. (2009), « Un capitalisme vert est-il possible », *Contretemps*, NS, n°1. <http://hussonet.free.fr/capivert.pdf>
- JESSOP B., SUM N.-G. (2006), *Beyond the Regulationist Approach*, Edward Elgar.
- JOSHUA I. (2009), *La grande crise du XXIème siècle. Une analyse marxiste*, La Découverte.
- KRIPPNER G. R. (2005) “The Financialization of the American Economy”, *Socio-Economic Review*, 3, p. 173-208.
- LANDAIS C. (2007), « Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ? », *Mimeo*, École d'Économie de Paris. <http://www.jourdan.ens.fr/~clandais/documents/htrev.pdf>
- LAPAVITSAS C. (2009), « Financialised Capitalism: Crisis and financial Expropriation », *Historical Materialism*, 17, (2).

- LAZONICK W., O'SULLIVAN M. (2000), « Maximizing shareholder value: a new ideology for corporate governance », *Economy and Society*, 29, (1).
- LAWN P. (2009), *Environment and Employment: A Reconciliation*, Routledge.
- LE GALES P., SCOTT A. (2008), « Une révolution bureaucratique britannique ? », *Revue française de sociologie*, 49, (2).
- LEMIERE S., PERRAUDIN C., PETIT H. (2006), « Les pratiques de gestion du travail et de l'emploi en France et leurs conséquences sur les salariés », *Document de travail CEE*, 75.
- LORENZI J.-H., PASTRE O., TOLENDO J. (1980), *La crise du XXe siècle*, Economica.
- MANDEL E. (1972), *Le troisième âge du capitalisme*, Editions de la Passion, 1997.
- MARECHAL K. (2009), « An Evolutionary Perspective on the Economics of Energy Consumption: The Crucial Role of Habits », *Journal of Economic Issues*, 43 (1).
- MARGLIN S., SCHOR J. (Eds) (1990), *The Golden Age of capitalism ; reinterpreting the postwar experience*, Clarendon Press.
- MARX K. (1857-1858), *Principes d'une critique de l'économie politique*, in Œuvre Economie (II), Gallimard, "Bibliothèque de La Pléiade", 1968.
- MARX K. (1864-1875), *Le Capital (Livre troisième)*, in Œuvre Economie (II), Gallimard, "Bibliothèque de La Pléiade", 1968.
- MAZIER J., BASLE M., VIDAL J-F. (1984), *Quand les crises durent*, Economica, 2^e éd. 1996.
- MILBERG W. (2008), "Shifting Sources and Uses of Profits: Sustaining US Financialization with Global Value Chains", *Economy and Society*, vol. 37, (3), p. 420-51.
- MILL J. S. (1848), *Principles of Political Economy*, The Collected Works of John Stuart Mill, vol. II & III, Toronto University Press.
- OAKLEY A. (1994), *Classical Economic Man : human agency and methodology in the political economy of Adam Smith and J.S. Mill*, Edward Elgar.
- ORHANGAZI O. (2008), "Financialisation and capital accumulation in the non-financial corporate sector", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 32, (6), p. 863-86.
- ORLEANS A. (2009), *De l'euphorie à la panique: penser la crise financière*, Editions Rue d'Ulm, collection du CEPREMAP.
- PAGANO U., ROSSI M. A. (2009), "The Crash of Knowledge Economy", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 33, n°4, p. 665-83.
- PALPACUER P. (2008), « Bringing the Social Context Back In: Governance and Wealth Distribution in Global Commodity Chains », *Economy and Society*, 37, (3).

- PEOPLES J., SUGDEN R. (2000), « Divide and Rule by Transnational Corporations », in Pitelis C., Sugden R. (eds), *The Nature of the Transnational Firm*, Routledge.
- PEREZ C. (2009), "The double bubble at the turn of the century: technological roots and structural implications", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 33, n°4, p. 779–805.
- PERRAUDIN C., PETIT H., THEVENOT N., TINEL B., VALENTIN J. (2009), « Dépendance interentreprises et inégalités d'emploi : hypothèses théoriques et tests empiriques », *Document de travail du CEE*, 117.
- PETIT P. (1999), "Structural Forms and Growth Regimes of the Post-Fordist Era", *Review of Social Economy*, vol. 57(2), Sept, p. 220-43.
- PIKETTY T., SAEZ E. (2003), "Income inequality in the United States 1913-1998", *Quarterly Journal of Economics*, 118, (1), p.1-39.
- PIORE M., SABEL C. (1984), *The second industrial divide*, New-York, Basic Books.
- RICARDO D. (1817), *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Flammarion, 1977.
- REINHART C. M., ROGOFF K. (2009), "The Aftermath of financial crisis", *NBER Working Paper* 14656, January.
- SAPIR J. (2008), « Une décade prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la régulation*, 3/4, 2e semestre.
- SILVER B. (2003), *Forces of labor: worker's movement and globalization since 1870*, Cambridge University Press.
- SMITH A. (1776), *La richesse des nations*, 2 vol., GF-Flammarion, 1991.
- STERN (2006), *Review Report on the Economics of Climate Change*, HM Treasury, http://www.hm-treasury.gov.uk/stern_review_report.htm
- STOCKHAMMER E. (2004), "Financialisation and the slowdown of accumulation", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 28, (5), p.719-41.
- STOCKHAMMER E. (2008), "Stylized facts on the finance-dominated accumulation regime", *Competition and Change*, vol. 12, n°2, June, p. 189-207
- STOCKHAMMER E. (2009), "The finance-dominated accumulation regime, income distribution and the present crisis", *Vienna University of Economics Working Paper*, n° 127, April.
- WILLIAMSON J. (ed) (1990), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened*, Washington, Institute for International Economics.
- ZOUBOULAKIS M. (1993), *La science économique à la recherche de ses fondements : la tradition épistémologique ricardienne*, PUF.

